

STÉPHANE
GIOCANTI

Une histoire
politique de
la littérature



Champs essais

Extrait de la publication

STÉPHANE GIOCANTI

Une histoire politique de la littérature

François I^{er} fut roi de France et poète. Le cardinal de Richelieu institua quarante immortels pour fixer sa patrie sur un Olympe littéraire. Avant d'être empereur, Napoléon rêva d'être écrivain. Le romancier Malraux fit un inoubliable ministre de la Culture, pour la gloire d'un général publié lui-même dans la bibliothèque de la Pléiade... Nulle part ailleurs qu'en France politique et littérature ne forment un couple aussi singulier.

Et les écrivains, font-ils bon ménage avec la politique ? C'est la question posée par ce livre irrévérencieux, qui invite le lecteur à découvrir des consanguinités surprenantes entre auteurs d'hier ou d'aujourd'hui, de droite ou de gauche, pour le meilleur et pour le pire. Car le peuple indiscipliné des écrivains regorge de courtisans et de guerriers, d'idéologues et de prudents, de sceptiques et de pamphlétaires, de vaillants et de lâches, de prophètes et de mystiques, sans oublier ceux que Stéphane Giocanti appelle joliment les plantés et les maudits : ceux qui se sont fourvoyés dans le ridicule ou le tragique... Une promenade inédite dans l'histoire littéraire, de Victor Hugo à Richard Millet.

Stéphane Giocanti est professeur de français et auteur de nombreux ouvrages, parmi lesquels la biographie du poète T.S. Eliot (Lattès, 2002) et celle de Charles Maurras (Flammarion, 2006).

En couverture: Illustration Éric Doxat
© Flammarion.

Flammarion

Extrait de la publication

UNE HISTOIRE POLITIQUE
DE LA LITTÉRATURE

DU MÊME AUTEUR

Mémoires et souvenirs du comte de Lavalette. 1769-1830, Mercure de France, 1994.

Le Hussard du Général, entretiens avec Jacques Dauer, La Table ronde, 1994.

Charles Maurras félibre. L'itinéraire et l'œuvre d'un chantre, Les Amis de la langue d'oc, 1995 (prix Peiresc de l'Académie des jeux floraux de Toulouse, 1996).

Les Enfants de l'utopie (essai), Les Provinciales, 1998.

T. S. Eliot ou le monde en poussières, Jean-Claude Lattès, 2002 (prix de l'Académie française, 2003).

Charles Maurras. Le chaos et l'ordre, Flammarion, 2006.

Kamikaze d'été (roman), Éditions du Rocher, 2008.

Mishima. Yûkoku, rites d'amour et de mort (DVD), Éditions Montparnasse, 2008.

Stéphane GIOCANTI

UNE HISTOIRE
POLITIQUE
DE LA LITTÉRATURE

De Victor Hugo à Richard Millet

Champsessais

© Flammarion, 2009.
© Flammarion, 2011, pour cette édition
ISBN : 978-2-0812-4956-1

À Jean Paulhan

Avant-propos

Un roi de la Renaissance caressant la muse. Un cardinal instituant quarante immortels pour fixer sa patrie sur un Olympe littéraire. Un écrivain raté tourné en empereur. Un ministre romancier qui chante un épique général. Des Premiers ministres publiant des anthologies de poésie, des ambassadeurs dramaturges ou poètes... Dans quelle zone mystérieuse de ce globe un tel phénomène se rencontre-t-il aussi constamment ? Dans quels parages la politique et la littérature conspirent-elles autant, sans jamais épuiser leurs ambitions ni leurs illusions ?

Sans doute, le lien entre l'écrivain et la Cité s'est-il déployé dans l'histoire du monde à travers mille expressions et nuances. En France, il atteint à une dimension extraordinaire, qui provoque la curiosité et l'étonnement des étrangers. Aujourd'hui encore, un homme politique se doit de publier au moins un livre, de se revendiquer de quelque écrivain marquant, et de

respecter les classiques – s’il vient à soupçonner que ses concitoyens n’ont pas tous besoin de lire *La Princesse de Clèves*, le scandale est vertigineux. De Gaulle trouve chez Corneille le modèle de son éloquence ; Pompidou est l’ami de Léopold Sédar Senghor, Mitterrand celui de Marguerite Duras ; à Médan, le président Chirac célèbre Émile Zola ; François Bayrou, Jack Lang, Xavier Darcos et Nicolas Sarkozy ont donné dans le genre biographique. Tout nouveau président se cherche un Malraux et redoute un Chateaubriand.

Mais l’imaginaire français ne concerne pas seulement des individus, ni même une élite. Depuis la III^e République, l’État enrôle dans ses programmes scolaires les écrivains susceptibles d’inspirer les futurs citoyens : les générations continuent de défiler sous les énormes voûtes de Victor Hugo et d’Émile Zola, bien au chaud entre des idéaux politiques et des sonneries littéraires repérables de loin. Dans aucun autre pays du monde, le mariage de la politique avec la littérature n’a été célébré avec plus de pompe, et nulle part ailleurs, il ne résiste autant au tout économique et financier, défiant même l’implosion culturelle du pays.

Pour comprendre cette rareté, encore faut-il considérer ce que les écrivains ont fait de la politique, et se demander si, en fin de compte, la fascination des hommes de gouvernement pour la littérature ne constituerait pas l’un des plus grands coups que les écrivains aient produits, comme une victoire anonyme pour laquelle, des siècles classiques jusqu’à nos jours, tous auraient conspiré. Réalité d’autant plus banale et invisible aux yeux des Français – puisqu’ils baignent dans cette évidence depuis si longtemps – que l’on ne

rencontre en général que des histoires et des dictionnaires des intellectuels, où les romanciers, les poètes, les dramaturges, les essayistes jouxtent indifféremment les philosophes, les professeurs et les journalistes, comme s'il était naturel que la magie blanche ou noire des premiers enveloppe cet art si décevant et si irritant que l'on appelle *la politique*. Le plus souvent, on s'exerce à des tranches savantes qui autorisent des regroupements plus ou moins alléchants : les écrivains ennemis de Napoléon, les écrivains sous l'Occupation, les écrivains sous de Gaulle, les écrivains et le fascisme, le stalinisme... Admirables segmentations, qui font découvrir autant de profils biscornus, de bizarreries et de monstres, sans jamais s'appuyer sur aucune anatomie. Quant au rapport général que les écrivains entretiennent avec la politique, le sujet paraît si vaste que nul n'ose vraiment s'y attaquer.

À vrai dire, il n'en est probablement pas de plus inédit, ni de moins médité.

Croit-on en effet que les grilles idéologiques et les clivages permettent de rendre assez compte de la manière dont les écrivains abordent la politique ? Tout se réduirait-il notamment au combat entre la droite et la gauche, dont la France ne cesse de s'étourdir, contrairement au reste du monde ? De plus, ne serait-ce pas confondre littérature et « politologie » ou « histoire des idées », catégories récentes et un peu rébarbatives ? L'histoire politique de la littérature consiste-t-elle à distribuer Hugo, Zola, Barrès, Gide, Jarry, Montherlant, Breton dans les cases tellement attendues du démocratisme, du socialisme, du nationalisme, de l'anarchisme et de tous les autres mots en *-isme* ? En méditant sur

nos grands aînés, de Victor Hugo à Richard Millet, il m'a semblé que ces catégories autorisaient de trop faciles rapprochements, qu'elles occasionnaient des histoires collectives remplies de clichés, de pièges et de trompe-l'œil, pour ne rien dire des étiquetages.

Plutôt que dans les attaches idéologiques précises, qui sont toutes parfaitement connaissables en dehors d'eux, la proximité entre les écrivains se décèle dans les attitudes, les manières de s'engager ou de se dégager, la façon dont ils perçoivent la politique, les idées, les jeux de force, les expériences historiques, et dans ce qu'ils tirent ensuite de tout cela dans leur comportement, leur rapport aux idées et leurs œuvres. C'est dans leur attitude davantage encore que dans leur idéologie – souvent contradictoire, partielle et évolutive – qu'ils nouent les parentés les plus flagrantes, et qu'ils scellent leurs différences et leurs contrastes les plus nets.

Qu'importent donc les stéréotypes et l'orthodoxie des manuels, et tant pis s'il faut rompre avec tant d'étiquettes et d'évidences imposées à coups d'histoires littéraires et de magistratures historiographiques ! À bien examiner son mode d'être à la politique et son rayonnement, on voit que Maurras est beaucoup plus proche de Zola et de Sartre que ne le sont tous les tranquilles auteurs qui se prétendent zoliens ou sartriens. Barrès suit les traces de Hugo bien plus que celles de Renan et de Taine, qui sont pourtant les précurseurs du nationalisme français. La mystique politique rassemble le catholique Péguy et l'agnostique Malraux. La révolte de Georges Bernanos n'est pas si éloignée de celle de Jules Vallès, tandis que la politique explosive de Léon Bloy peut être rapprochée de l'anarchisme d'Alfred Jarry. Le

scepticisme d'Albert Camus ressemble à la prudence d'Eugène Ionesco. Autant qu'Henri Michaux, Jacques Audiberti se méfie des grandes solutions politiques...

À peine provocatrice, encore moins esthétisante, cette méthode m'a permis de dégager des consanguinités qui embrassent les écrivains du passé et ceux du présent, et de découvrir des cousinages auxquels je ne m'attendais pas moi-même. Ces parentés nouvelles se sont imposées en redessinant peu à peu le paysage de la littérature au point que, de géologue, je me suis retrouvé explorateur, contemplateur et ironique.

Que l'on observe un instant seulement comment nos artistes se comportent face à la politique : on les voit hésiter, s'avancer, fuir, se vanter, se cacher, se courber, jouer, se sacrifier, se trahir. Il y a les auteurs engagés et les tours d'ivoire, les écrivains courtisans et les schizophrènes ; à côté des prophètes et des mystiques se dressent les pamphlétaires et les maudits, tandis que les idéologues se tiennent face aux sceptiques. Quelquefois, ces attitudes se déclinent chez les mêmes auteurs. Inversement, certains noms symbolisent tellement les catégories où ils sont rangés qu'ils en sont devenus des icônes.

Une autre histoire s'est donc dessinée, dont le lecteur vérifiera le contenu et le piquant. Bien entendu, aucun découpage ne saurait prétendre à l'exhaustivité ni à une neutralité d'ailleurs impossible. Ce voyage littéraire, reconnaissons-le tout bonnement, se plaît davantage sur les mers de Jean Paulhan, de Léon Bloy et de Charles Maurras que sur les sables de Jean-Paul Sartre, de Louis Aragon et de Paul Claudel – ces séries ne sont pas plus homogènes qu'absolues. En revanche, le lecteur jugera peut-être surprenants le respect que m'inspire Camus,

mes répulsions vis-à-vis de Céline et de Drieu la Rochelle, et plus encore, l'estime que je voue à certains écrivains anarchistes. Ce sont les risques et les bonheurs de la navigation.

Une histoire littéraire ressemble à un périple que l'on effectue au milieu d'un peuple nombreux, tour à tour batailleur, blagueur et gémissant, qui subjugue facilement les efforts de la logique. Avouons-le d'emblée : les écrivains sont difficilement gouvernables, et c'est sans doute pour cette raison qu'ils sont si nombreux à s'intéresser à la politique ou à rêver de l'inspirer. Malgré cela, ce livre aventurier m'a confirmé à quel point la littérature pouvait apporter une grammaire – heureuse ou consternante – à la politique, et il m'a permis de retrouver en elle une vitalité et un air de liberté que lui enlèvent tellement les manuels scolaires et tant d'ouvrages historiques, qui momifient et attristent tout.

À rebours, rendons maintenant l'histoire aux vivants !

I

Deux archétypes

« Zola est grand ! »

Proverbe lycéen

Au commencement des temps furent Victor Hugo et Émile Zola. Telle est du moins la légende qu'on leur a forgée. Situés au zénith de la conscience républicaine et au firmament de l'imagination scolaire, ces écrivains d'abord libres connurent un enrégimentement étatique particulièrement soigné, dont Hugo eut l'heur de connaître les bénéfices dès son vivant.

Ces monstres sacrés fixent les limites. À eux deux, sortes de Charybde et Scylla – ou bien, si l'on préfère, d'alpha et d'oméga –, ils représentent la borne absolue, l'étroit passage que tous leurs successeurs ont à franchir pour trouver quelque place : suiveurs, imitateurs, repreneurs, héritiers, rebelles, ennemis, calomniateurs, tous auront à se définir face à ces deux monstres pour faire comprendre quelle attitude ils adoptent face à l'État, à

la société, ou à toute autre composante naturelle de la politique. En même temps, Hugo et Zola sont les deux moules où un écrivain français doit entrer s'il veut trouver gloire et popularité. Qu'un auteur défende une cause réputée *juste*, on verra bientôt apparaître la silhouette de Hugo-Zola pour adouber et embrasser. Qu'il défende une cause réputée *injuste*, ou seulement critiquable, on lui opposera alors les cœurs généreux de Zola-Hugo pour lui faire honte et l'enterrer.

Pourquoi l'écrivain français est-il sommé de représenter la conscience publique, de prendre parti, de faire pression, d'agir, de faire oublier, de rythmer la coulpe, de parler, de chanter, de se battre, etc. ? Pourquoi se laisse-t-il prendre au jeu, et s'y soumet-il alors avec le plus grand sérieux ? Il faut remonter aux deux frères ennemis Hugo et Zola pour comprendre ces temps nouveaux : les écrivains d'aujourd'hui sont souvent leurs rejetons heureux ou malheureux.

Les années 1880, qui voient se renforcer la République établie depuis 1871, n'en sont pas moins marquées par de profondes divisions et des incertitudes concernant l'avenir. À cette période, le 14 Juillet ne fait pas l'objet d'un consensus. La droite ne s'y reconnaît pas et recherche des dates symboliques de substitution. À la sanglante prise de la Bastille, le gouvernement va préférer la fête de la Fédération, plus pacifique, pour célébrer la fête nationale – elle est fixée le 8 juin. Il est vrai que la politique anticléricale de la République est en marche : en 1880, Jules Ferry publie un décret qui interdit aux jésuites d'enseigner. Le 30 juin, les forces de police expulsent les membres de la Société de Jésus

de leurs établissements. Face aux effets d'une politique qui met en jeu la mémoire et l'identité de la France, la République a besoin de réconcilier celle-ci sur le plan symbolique, en l'associant au culte de figures prestigieuses qui relèvent du monde de la culture. Elle en trouve aisément une avec Victor Hugo.

À lui seul, Hugo semble symboliser la littérature française, au moins celle du XIX^e siècle, dont il est l'écrivain le plus lu. Sa « bibliométrie » le place au premier rang des ventes et des droits d'auteur ; jusqu'à nos jours, ses œuvres sont achetées par centaines de milliers, voire par millions d'exemplaires¹. *Notre-Dame de Paris*, *Les Misérables*, *Ruy Blas*, *La Légende des siècles* ont eu le temps de conquérir largement des publics divers. Dans la sphère politique, Hugo tient également une position suréminente. Dès le début du règne de Louis-Philippe, il a institué Quasimodo dans la conscience française comme un monstre aimable, incarnant le peuple en devenir. Près d'un demi-siècle après, lui assure la jeune République, le peuple est enfin éduqué, il dépasse Quasimodo, peut voter, etc. Selon les républicains, le poète des *Châtiments* est celui qui a su se dresser fièrement contre Napoléon III en le décrédibilisant par une poésie pamphlétaire que l'on espérait digne des *Tragiques* d'Agrippa d'Aubigné. Réfugié en Belgique en 1851, puis à Jersey l'année suivante, il a refusé toutes les offres que le gouvernement impérial lui a faites pour qu'il regagne la France. Comme Chateaubriand, Victor Hugo ne veut vivre et penser qu'à hauteur de l'Histoire.

Et puis le Second Empire s'effondre ; après la Commune, une république nouvelle, encore innommée, se met en place. Élu député en 1871, puis démissionnaire

et battu plusieurs fois, Hugo voyage en Belgique, au Luxembourg, et retourne à Guernesey. Il publie *L'Année terrible*, qui évoque la chute du régime précédent, la guerre et la défaite : sorte de confirmation et de péroration des *Châtiments*. En 1875 paraît *Avant l'exil*, qui rassemble ses déclarations officielles et sa participation aux débats parlementaires. « La formule républicaine a su admirablement ce qu'elle disait et ce qu'elle faisait, écrit-il, la gradation de l'axiome social est irréprochable. Liberté, Égalité, Fraternité. Rien à ajouter, rien à retrancher. Ce sont les trois marches du perron suprême². » Il se fait élire délégué sénatorial de Paris en 1876. Il adresse alors un message aux communes de France : « Électeurs des communes, Paris, la commune suprême, vous demande, votre vote étant un décret, de décréter, par la signification de vos choix, la fin des abus par l'avènement des vérités, la fin des monarchies par la fédération des peuples, la fin de la guerre étrangère par l'arbitrage, la fin de la guerre civile par l'amnistie, la fin de la misère par la fin de l'ignorance. » La grandiloquence binaire du discours prolonge la veine prophétique et hallucinée du poète. Cette fois, Hugo devient pleinement un élément de la politique républicaine. En 1877, il soutient Jules Grévy, en qui il voit un homme éminent, et se réjouit de voir les républicains accéder à toutes les responsabilités institutionnelles principales pendant l'hiver de 1879.

Désormais, la République, sous sa forme laïque, démocratique et parlementaire, est en place. Les éléments de programme que préconise Hugo sont ceux de la République même. Il défend l'école publique élémentaire et, en retour, celle-ci amplifie certaines idées de

Hugo *via* la Ligue de l'enseignement, qui apparaît comme la machine de guerre mise en branle pour détruire l'école religieuse. Hugo appuie de toute son autorité le rêve colonial de la jeune République. Imitateur du Britannique Disraeli, Jules Ferry promet alors une politique impérialiste qui fera bientôt de la Tunisie un protectorat français, avant qu'elle s'étende au Sénégal et au Congo et, plus tard, à l'Indochine. Dans cette fièvre colonisatrice qui s'empare de la France, le poète appuie Ferry dans son entreprise prochaine : « Dieu offre l'Afrique à l'Europe. Prenez-la. Où les rois apportaient la guerre, apportez la concorde³. » Grottesque délire d'un rhéteur. C'est sous la III^e République que la France a été la plus colonisatrice, et non pas sous les rois, acharnés à fixer le pré carré. Bien qu'il ait invoqué, comme on l'a vu, l'arbitrage et le renoncement aux guerres, Hugo est un inspirateur de la revanche, que sa popularité rend beaucoup plus efficace que les poèmes claironnants de Paul Déroulède. Dès le 3 mars 1871, il a dénoncé énergiquement le vote du traité qui livre à l'Allemagne Metz et Strasbourg. Comme le rappellera Maurice Barrès, Hugo « a toujours lutté contre le grand dessein de la Prusse sur le Rhin et pour que la France acquît ses formes complètes. Il a protesté jusqu'à sa mort contre les traités de 1871⁴ ».

Grâce à ces combats, une osmose s'est créée entre l'écrivain et le régime. « Depuis quinze ans et plus, se souvient Arsène Houssaye, Victor Hugo assistait à son apothéose. Ses adversaires mêmes, ceux de la politique et ceux des lettres, se taisaient devant sa glorieuse vieillesse⁵. » Tout un consensus se forme autour du vieil Hugo : le 12 février 1881, alors que le grand homme

s'apprête à fêter son soixante-dix-neuvième anniversaire, Jules Ferry lui rend une visite officielle, au cours de laquelle il lui remet un grand vase de Sèvres portant l'inscription : « Le gouvernement de la République à Victor Hugo⁶. » Environ six cent mille personnes défilent sous ses fenêtres, tandis que Ferry et Grévy le proclament Père de la nation. De son vivant, malgré les règles de jurisprudence, vingt-quatre rues se voient attribuer son nom.

Ces noces entre un État et son poète ne fournissent pourtant pas une image idéale. Un certain nombre de hiatus se sont vite instillés, sur lesquels l'histoire officielle de la III^e République ne s'attarde pas. La République dite « des opportunistes » ne correspond que partiellement au modèle dont rêvait l'auteur d'*Avant l'exil*. Sans doute le poète a-t-il retrouvé l'un des grands principes inspireurs du sentiment républicain, à base d'utopisme : l'idée de progrès. Mais cette fois, il le fait dans un esprit de crainte et de pénitence qui contraste avec le volontarisme de ses frères d'armes. Il ne croit plus à ce progrès linéaire et béat dont tant d'œuvres de lui sont marquées. Dans « La loi de formation du progrès », il invoque :

Penseurs, réformateurs, porte-flambeaux, esprits,
 Lutteurs, vous atteindrez l'idéal ! à quel prix ?
 Au prix du sang, des fers, du deuil, des hécatombes.
 La route du progrès, c'est le chemin des tombes⁷.

La liberté liberticide peut-elle vraiment être voulue ? Le progrès est-il encore lui-même lorsqu'il détruit ? La nature humaine, la matière ne sont-elles décidément pas plus fortes que la loi du progrès, que l'auteur de *La*